

USAGE STRICTEMENT NATIONAL

Le 19 juillet 1994
N° 19050/N

FICHE PARTICULIERE

BURUNDI

RISQUES DE DESTABILISATION DU BURUNDI

Selon un spécialiste de la région des Grands Lacs, un coup d'Etat préventif anti-hutu, au Burundi, n'est pas à exclure. Il aurait pour effet d'amener au pouvoir à Bujumbura les éléments tutsi les plus extrémistes, ce qui ne manquerait pas de donner l'avantage, au Rwanda, aux radicaux du Front Patriotique Rwandais (FPR), désireux de marginaliser Paul Kagame.

Dans cette optique, la prolongation, le 12 juillet 1994, du mandat du président intérimaire Ntibantunganya, par la Cour constitutionnelle, est une opportunité à saisir pour la classe politique burundaise. M. Ntibantunganya est un modéré (dans la ligne de l'ancien président Ndadaye), qui a pourtant les plus grandes difficultés à survivre politiquement. De leur côté, les députés du Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU), majoritaires à l'Assemblée, ont placé en tête de liste des présidentiables M. Léonard Nyangoma, chef de la fraction la plus dure du parti. Raciste avoué, proche des thèses du Parti de Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) appelant à l'élimination radicale des Tutsi, son élection serait annonciatrice de nouveaux troubles au Burundi, soit parce que ses partisans verraient son accession au pouvoir comme un signal déclenchant des exactions contre les Tutsi, soit parce que l'armée (à majorité tutsi) organiserait un coup d'Etat préventif, sans doute accompagné de violences à l'égard des Hutu.

Le deuxième risque majeur est constitué par les possibles déferlements de réfugiés, en majorité hutu, dans la province burundaise de Kayanza. La prise en main des camps de réfugiés par les milices du PALIPEHUTU est telle que l'armée préférerait sans doute procéder à un coup d'Etat préventif, plutôt que de voir les récents affrontements de réfugiés Hutu-Tutsi se multiplier. Il convient d'ailleurs de signaler les risques que représente le désarmement des milices et des Forces Armées Rwandaises (FAR) en zone humanitaire française. Le PALIPEHUTU étant fortement implanté au coeur même du dispositif français, il y a tout lieu de croire qu'une grande partie des armements et équipements des Hutu rwandais lui seront directement remis.

Le dernier point concerne une radicalisation des Tutsi du FPR. La tendance dominante actuelle table sur une ligne modérée de réconciliation nationale. Or, depuis que les opérations militaires cèdent le pas à la reconstruction politique du Rwanda, on assiste à un net retour des extrémistes tutsi, méprisant ouvertement les Hutu et considérant Paul Kagame comme un idéaliste. L'éventualité d'un coup d'Etat préventif anti-Hutu de l'armée au Burundi aurait donc pour conséquence de marginaliser la branche Kagame, au profit du retour de l'idéal du "Tutsi-land" ou de l'empire Tutsi.